

Brochure n° 3243

**Convention collective nationale**

IDCC : 1504. – **POISSONNERIE**  
**(Commerce de détail, demi-gros et gros)**

AVENANT N° 58 DU 5 MARS 2007  
RELATIF À LA GARANTIE MALADIE DES CADRES  
NOR : ASET0750481M  
IDCC : 1504

Entre :

La confédération des poissonniers de France (professionnels du commerce du poisson et de la conchyliculture),

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

La fédération commerce, services, force de vente CSFV-CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et secteurs connexes FGTA-FO ;

La fédération nationale des cadres et agents de maîtrise des industries et commerce agroalimentaire CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Afin d'harmoniser le volet social dont relèvent les différentes catégories professionnelles, la branche a pris, pour les cadres, des dispositions relatives à la garantie maladie.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le délai de carence appliqué à la garantie « Maladie, accident » est porté à 60 jours consécutifs d'arrêt de travail au lieu de 90 jours.

Le présent accord modifie l'article 8.12 de la convention collective nationale de la poissonnerie.

## Article 2

Le taux de cotisation de la garantie incapacité temporaire de travail s'établit comme suit :

| PART EMPLOYEUR |       | PART SALARIÉ |       | TOTAL |       |
|----------------|-------|--------------|-------|-------|-------|
| % TA           | % TB  | % TA         | % TB  | % TA  | % TB  |
| 0,420          | 0,255 | 0,090        | 0,255 | 0,510 | 0,510 |

Le présent accord modifie l'article 8.15 de la convention collective nationale de la poissonnerie.

### *Durée. – Date d'entrée en vigueur*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mois suivant sa signature. Il pourra être révisé selon le dispositif prévu à l'article L. 132-7 du code du travail.

Il pourra également être dénoncé selon les dispositions de l'article L. 132-8 du code du travail.

La partie la plus diligente des organisations syndicales signataires en notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément à la législation en vigueur, le présent avenant sera déposé au conseil des prud'hommes de Paris et à la direction des relations du travail dépôt des accords collectifs.

Fait à Paris, le 5 mars 2007.

(Suivent les signatures.)